



Council of the
European Union

Brussels, 4 November 2014
(OR. en, fr)

Interinstitutional File:
2014/0201 (COD)

14770/14
ADD 1

ENV 859
COMPET 589
SAN 404
MI 812
IND 304
CONSUM 215
ENT 242
CODEC 2105

NOTE

From: General Secretariat of the Council
To: Council

No. prev. doc.: 14060/1/14 ENV 816 COMPET 562 SAN 382 MI 753 IND 282 CONSUM
197 ENT 219 IA 8 CODEC 1977 REV 1

No. Cion doc.: 11598/14 ENV 655 COMPET 439 SAN 275 MI 520 IND 204 CONSUM 143
ENT 153 CODEC 1570 + ADD 1

Subject: Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council
amending Directives 2008/98/EC on waste, 94/62/EC on packaging and
packaging waste, 1999/31/EC on the landfill of waste, 2000/53/EC on end-
of-life vehicles, 2006/66/EC on batteries and accumulators and waste
batteries and accumulators, and 2012/19/EU on waste electrical and
electronic equipment

- = Orientation debate
- Delegations' replies

Delegations will find in the Annex the replies received from FR and UK to the Presidency
questions, contained in document 14060/1/14 REV 1, for the orientation debate on the
abovementioned proposal in the Council (Environment) on 28 October 2014.

FRANCE

1. Les ministres considèrent-ils le niveau d'ambition global de la proposition comme approprié? Les ministres estiment-ils en particulier que l'approche proposée établit un juste équilibre entre l'établissement d'une vision à long terme pour le recyclage et la prise en compte suffisante des circonstances nationales et des niveaux de performance actuels?

Les autorités françaises tiennent à remercier la Présidence d'avoir organisé ce premier débat d'orientation sur le paquet législatif «déchets». Elles estiment que ce dossier doit être considéré comme une priorité des mois à venir et souhaitent que le paquet législatif «déchets» puisse aboutir dans les meilleurs délais.

Dans ce cadre, elles souscrivent pleinement aux objectifs de la Commission européenne de définir des objectifs communs ambitieux en matière de recyclage des déchets municipaux et de réduction de la mise en décharge. En termes de périmètre, les objectifs en matière de recyclage devraient aller plus loin ; ne pas se limiter aux déchets municipaux mais également couvrir les déchets d'activités économiques non dangereux non inertes, afin de mobiliser les entreprises dans la démarche d'économie circulaire.

Afin de pouvoir maintenir un niveau d'ambition commun et élevé, tout en prenant en compte les différentes situations entre les Etats membres, il pourrait être utile et pragmatique de retenir un objectif quantifié de recyclage commun à tous les Etats membres, mais de travailler à l'introduction d'un mécanisme de flexibilité permettant aux Etats membres d'atteindre cet objectif dans des délais différents. Le «système d'alerte précoce» tel que proposé ne semble pas approprié, car il ne laisse pas assez de flexibilité aux Etats membres, qui devraient pouvoir proposer et justifier eux-mêmes des délais dont ils ont besoin pour atteindre les objectifs.

2. Les ministres perçoivent-ils la nécessité de développer davantage l'une des mesures proposées (par exemple un système d'alerte précoce, des exigences minimales pour la responsabilité élargie du producteur). Si oui, quelles mesures et de quelle façon?

- Les autorités françaises considèrent la **sortie du statut de déchet** comme étant un outil utile pour aller vers une économie circulaire. Malheureusement, cette procédure s'avère peu opérante : la plupart des procédures de sortie de statut de déchet au niveau européen n'a pas encore abouti. Or, la proposition de la Commission européenne n'introduit pas de disposition permettant de combler cette lacune.

Aussi, les autorités françaises sont favorables à l'établissement d'un calendrier précis de publication par la Commission européenne des critères de sortie du statut de déchet des flux de déchets identifiés comme prioritaires, tels que les pneumatiques par exemple.

De même, il est nécessaire que la Commission européenne harmonise les sorties du statut de déchet réalisées au niveau national afin d'éviter qu'un jour un flux de déchets puisse faire l'objet de 28 sorties du statut de déchet nationales différentes et incompatibles entre elles. La sortie du statut de déchet communautaire doit être la règle générale, la sortie du statut de déchet national l'exception.

- Les autorités françaises saluent la proposition de la Commission européenne visant à harmoniser les **filières à responsabilité élargie des producteurs**. La France a mis en place une quinzaine de filières sur ce modèle, depuis plus de 20 ans. Leur efficacité n'est plus à démontrer, que ce soit d'un point de vue environnemental ou économique. A ce titre, elles soutiennent fortement la proposition de la Commission européenne d'harmoniser les exigences européennes sur la base du retour d'expérience à date.

3. Les ministres considèrent-ils que la prévention des déchets et les questions de réutilisation ont été prises en considération de manière adéquate dans la proposition de la Commission?

La prévention de production de déchets est la priorité de la politique européenne et devrait donc avoir une place plus centrale dans la proposition législative de la Commission européenne.

Pour autant, les autorités françaises se félicitent de l'introduction de dispositions relatives à la lutte contre le **gaspillage alimentaire** qui s'inscrivent dans cette logique de prévention: les autorités françaises sont favorables à l'introduction d'objectifs chiffrés relatifs au gaspillage alimentaire sous réserve que ce dernier couvre la totalité de la chaîne de production, distribution et consommation. Aussi, elles sont favorables à ce que soit définie une limite quantitative du gaspillage alimentaire exprimée en kg/habitant/an pour l'horizon 2025.

Les autorités françaises insistent par ailleurs sur la nécessité d'une ambition supérieure en ce qui concerne la limitation des **sacs plastiques à usage unique**. La position actuelle du Conseil dans la discussion spécifique engagée sur la révision de la directive emballages à ce sujet ne garantit pas une réduction suffisante de leur consommation. Aussi, nous devons à tout le moins intégrer à la directive révisée un objectif quantifié de réduction de la consommation de sacs plastiques, par exemple sous forme d'un objectif quantifié de consommation de sacs par habitant et par an, comme le propose le Parlement européen.

UNITED KINGDOM

The UK welcomes the Commission's Communication *Towards a Circular Economy*: we support its core aim to improve resource efficiency. We believe it is important that we continue to move towards a circular economy to boost new growth and job opportunities; as well as continuing to protect the environment.

We are still completing our detailed analysis of the waste package to understand its impacts. It remains under Parliamentary scrutiny. However, it is clear to us that more work is needed to make sure that the changes being proposed are both technically feasible and economically viable for all Member States.

While the UK is exploring a range of different waste management policies to suit the specific needs of its regions, specifically Wales and Scotland, we are in the UK committed to moving towards greater resource efficiency.

At this stage, our overriding concern is that there is insufficient evidence available to assess the potential costs and benefits of the proposals. The UK cannot commit to anything without a full understanding of what they will mean for UK businesses and householders.

1. Do Ministers consider the proposal's overall level of ambition appropriate, also in light of the objectives set out in the 7th EAP?

The UK fully supports moves toward greater resource efficiency. However, we are not yet convinced that the targets proposed in this package will help us meet the resource efficiency aims set out in the 7th EAP.

For example, very high targets will require us to reach and recycle the harder-to-reach fraction of waste for which the carbon cost of recycling is likely to be greater than the benefit. This is not "resource efficient". High targets may also promote quantity over quality, producing low quality recyclate for which there is currently no market.

One of the UK's aims for the 7th EAP was to make good use of credible evidence. We should ensure that we are making use of credible evidence before making decisions on this complex and technical dossier. We should not change existing targets for 2020 or their definitions. For the remaining proposals let's first understand the full impacts of changing the basics: like definitions and the way we measure waste, before looking at where we want to be ambitious in the future.

2. Do Ministers see the need to further develop any of the proposed measures (e.g. early warning system, minimum requirements for EPR) and if so, which ones do ministers believe need further work and in what way?

We must give ourselves enough time. We should not change the targets for 2020 set out in existing EU legislation, but ensure certainty and stability for industry, allow the market to adapt, and give all Member States the chance to fully implement their existing obligations.

Secondly, we should ensure that any new proposals would deliver net social and economic benefits. The Commission's evidence is insufficient to demonstrate this.

The proposals need to be further developed in many areas. In particular the following:

- We should not change the definitions and measurement methods which apply to existing EU-level targets.
- We do not currently see an evidence-based case to justify any further EU-level targets. If these are retained as this proposal progresses, then they would need to be re-examined in light of proper evidence and then designed robustly in a way that would not discourage waste prevention, and in accordance with what is technically feasible, economically viable and cost-effective. For example the impact of changing definitions and calculation methods on the achievability of any new targets needs to be fully costed – this has not yet been looked at.
- The detail of the **minimum requirements for producer responsibility** need to be closely examined to ensure that these will not distort the single market or undermine the successful waste management systems that Member States already have in place. These have delivered good results that meet all existing commitments and targets.

3. Do Ministers consider waste prevention and reuse issues to be adequately taken into consideration in the Commission proposal?

The UK has already done a lot on waste prevention using voluntary approaches, including those on food waste. Resource efficiency needs to be approached during design to encourage longer product lifetimes, as well as at the end-of-life. We should ensure that recycling objectives are designed in a way to not detract from prevention and reuse activities.

We have had a useful discussion in Council. Many of the issues are very technical. To make the best progress on these proposals, we would like to encourage the Presidency to focus future expert discussion on resolving the impacts of changing definitions and measurement methods for the proposed targets - both on Member States and markets - and understanding how much recycling is technically feasible.

The UK is keen to work together to ensure that these proposals are realistic enough to drive the ambition, yet not push it out of reach.
